



Tous droits réservés

DROIT PROCÉDURE PÉNALE

Séance 6 - Les contrôles et vérifications d'identité

I. Les contrôles d'identités.....	2
A) Prise en considération du comportement de la personne	3
1) Contrôle d'identité de PJ.....	3
2) Indifférence du comportement de la personne.	4
a) Le contrôle d'identité requis par le procureur de la République.....	4
b) Le contrôle d'identité administratif qui a pour finalité de prévenir une atteinte à l'ordre public.....	5
c) Les contrôles de surveillances des frontières	6
II. Les vérifications d'identité.....	7

Au-delà d'une enquête, toute personne sur le territoire national doit autoriser de se prêter à un contrôle d'identité réalisé par les autorités de police (**art.78-1 al.2 CPP**).



Définition : Le contrôle d'identité est l'acte d'un agent de l'autorité publique constituant à demander à un particulier, sous les conditions posées par la loi, de justifier son identité aux fins de l'examen du justificatif fourni, en tout lieu, où cet agent se trouve légalement.

La vérification d'identité se fait suite lorsque la personne n'a pas pu ou n'a pas voulu décliner son identité lors d'un contrôle d'identité.

I. Les contrôles d'identités



Attention : À titre liminaire, il convient de différencier, le contrôle d'identité tel que défini plus haut, du relevé d'identité nécessaire à la rédaction du procès-verbal constatant la commission d'une infraction. Conséquence : les APJ peuvent réaliser des relevés d'identité, alors qu'ils ne peuvent procéder seuls, à des contrôles d'identité.



À retenir : Les contrôles d'identité sont régis principalement par l'**article 78-2 du Code de procédure pénal**.

Les contrôles d'identité sont effectués par des OPJ ou sous leur contrôle et leur responsabilité par des APJ et APJ adjoint.

Question : Quels sont les différents contrôles d'identité prévus par le Code de procédure pénal ?

Les contrôles d'identité comme prévu par le code peuvent être différenciés selon une caractéristique :

- Les contrôles qui prennent en considération le comportement de la personne ;

- Les contrôles qui ne prennent pas en considération le comportement de la personne.

A) Prise en considération du comportement de la personne

1) Contrôle d'identité de PJ

C'est l'**article 78-2 alinéa 1^{er}** qui prévoit ce **contrôle de la PJ** celui-ci est motivé par le comportement de la personne visée par le contrôle.

Ce contrôle peut être ordonné :

- qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction ;
- ou qu'elle se prépare à commettre un crime ou un délit ;
- ou qu'elle est susceptible de fournir des renseignements utiles à l'enquête en cas de crime ou délit ;
- ou qu'elle a violé les obligations ou interdictions auxquelles elle est soumise dans le cadre d'un CJ, d'une mesure d'assignation à résidence avec surveillance électronique, d'une peine ou d'une mesure suivie par le juge de l'application des peines ;
- ou qu'elle fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire (mandat d'amener, d'arrêt ou de recherche).

Les OPJ, les APJ et des APJ adjoints « peuvent procéder à la visite des véhicules circulant ou arrêté sur la voie publique ou dans des lieux accessibles au public lorsqu'il existe à l'égard du conducteur ou d'un passager une ou plusieurs raisons possibles de soupçonner qu'il a commis l'auteur ou comme complice un crime ou un délit flagrant ; ces dispositions s'appliquent également à la tentative » (**art.78-2-3 CPP**).



Exemple : Une personne qui stationne à la nuit tombante pendant plusieurs heures sans raison apparente, à proximité d'un parking, constitue un indice ou une raison plausible qu'elle va commettre un vol de voiture¹.

Par conséquent les OPJ pourront intervenir et réaliser le contrôle. À l'inverse, n'est pas régulier le contrôle effectué alors qu'une personne marque un temps d'hésitation à la vue des policiers et accélère le pas².



À retenir : La régularité du contrôle d'identité est fondamentale. En effet, celui-ci peut entraîner une mesure de garde à vue ou l'ouverture d'une enquête. Ainsi, un contrôle irrégulier entraînerait la nullité des mesures qui le succèdent.

2) Indifférence du comportement de la personne.

Il en existe trois :

- Le contrôle d'identité requis par le procureur de la République ;
- Le contrôle d'identité administratif ;
- Les contrôles de surveillances des frontières.

a) Le contrôle d'identité requis par le procureur de la République

C'est la PJ, depuis une **loi du 10 aout 1993** qui est compétente. Cette dernière a consacré les contrôles d'identité systématiques.

Conformément à l'**article 78-2 du Code de procédure pénale**, le procureur de la République peut requérir le contrôle d'identité de toute personne dans les lieux et

¹ **Crim., 13 janv. 1986**, Bull. crim. no 19 ; RSC 1987. 193, obs. J.-P. delMas saint-hilaire.

² **Paris, 12 déc. 1991**, D. 1992. 155, note D. Mayer

pour une période déterminée par lui aux de recherche et de poursuite d'infraction dont il doit également préciser la nature.

Les conditions d'ouverture d'un contrôle d'identité de cette nature sont strictement définies. Sa durée ne peut excéder 24 h.

Ce contrôle a pour but de

- Rechercher les auteurs d'infractions connues ;
- Permettre à des constatations incidentes ;
- Recherche les auteurs de certaines infractions : actes de terrorisme en matière d'armes ou d'explosif, vol et recel et trafic de stupéfiants ;
- Respect des dispositions du droit du travail/ lutte contre le travail dissimulé ;
- Recherche et poursuite de l'infraction de participation à une manifestation à une réunion publique en étant porteur d'une arme (**art.78-2-5**).

b) Le contrôle d'identité administratif qui a pour finalité de prévenir une atteinte à l'ordre public



À retenir : Ce contrôle a pour finalité principale de prévenir les atteintes à l'ordre public.

C'est l'**article 78-2 alinéa 3 du Code de procédure pénale** qui prévoit ce contrôle puisse être effectué sans que le comportement de l'individu soit déterminant.

L'identité de toute personne peut être contrôlée dans l'objectif de prévenir une atteinte à l'ordre public, quel que soit son comportement.

Ce contrôle est par nature administratif puisqu'il intervient alors qu'aucune infraction n'a été commise. La loi prévoit toutefois une limitation dans le temps de ces contrôles.



Exemple : Des policiers sont placés sur la voie publique dans un secteur délimité, car de nombreuses infractions ont été commises sur ces lieux dernièrement (vols et autres). Ils pourront alors contrôler toute personne en vue de prévenir ces troubles.

Les conditions de ce contrôle sont toutefois strictes : l'agent qui a procédé au contrôle est tenu d'énoncer concrètement les motifs.



À retenir : La Cour de cassation exclue des motifs généraux et abstraits.



Exemple : La simple référence au plan Vigipirate ou à l'état d'urgence : **Cass. crim. 13 sept. 2017 n°16-22967**).

Les contrôles ont la possibilité d'être réalisés dans des conditions similaires que pour prévenir une atteinte grave à la sécurité des personnes et des biens (**art.78-2-4-1**), en ce sens les forces de police peuvent procéder à la visite des véhicules, inspections visuelles des bagages ou leur fouille.

c) Les contrôles de surveillances des frontières

De la même manière que pour le contrôle administratif ayant une finalité préventive des atteintes à l'ordre public, ce contrôle est de nature administrative.

La surveillance aux frontières est réalisée par les policiers aux termes des **articles 78-2 al. 4 du Code de procédure pénale**.

En vertu de cette base, l'identité de toute personne peut être contrôlée dans certaines zones territoriales (zones proches des frontières, aéroport, gares internationales).

La **loi du 23 janvier 2006**, relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers prévoit également des contrôles d'identité dans les trains effectuant des liaisons internationales, mais également sur certaines portions d'autoroutes proches des frontières.

Ces contrôles ont pour objectif un contrôle de titre et ont pour vocation principale le contrôle de l'immigration clandestine.

Le contrôle d'identité ne peut être effectuée selon des critères tirés de caractéristiques physiques ou associés à une origine, réelle ou supposée, sans aucune justification objective préalable (**Cass. 1^{er} civ, 9 nov. 2016, 13 arrêts dont n°15-2410 ou 1525872 ;15-25875**)

II. Les vérifications d'identité



Définition : La vérification d'identité fait suite à un échec du contrôle d'identité, la personne contrôlée n'ayant pu prouver son identité, ou n'ayant pas voulu donner son identité. Le fondement textuel est l'**article 78-3 du Code de procédure pénale**.

Le policier contrôleur pourra retenir la personne, soit sur place, soit dans un local de police pendant le temps nécessaire à la vérification qui ne peut excéder 4 heures à compter du début du contrôle.

L'intéressé sera présenté à un OPJ qui l'informe de ses droits.

Cas spécifique : Si la vérification d'identité concerne un mineur, le procureur de la République et le représentant légal du mineur sont immédiatement informés.

Lorsque l'intéressé refuse de collaborer, une prise d'empreinte ainsi que la prise de photographie sont possibles (**art.78-3 CPP**).

Le refus de se soumettre à de telles mesures est pénalement sanctionné d'une peine d'emprisonnement de 3 mois et d'une amende de 3.750 euros (**art.78-5 CPP**).

Les conséquences de la vérification d'identité :

- L'identité de la personne a été contrôlée et la procédure s'arrête là ;
- La vérification d'identité est suivie d'une enquête de police, auquel cas l'individu peut être placé en garde à vue.



Attention : Si l'individu est placé en garde à vue, le délai du contrôle sera imputé sur la garde à vue.



À retenir :

Contrôle d'identité et fouille des véhicules – Pour prévenir une atteinte grave à la sécurité des personnes et des biens, des contrôles d'identité de police administrative peuvent être combinés avec des fouilles des véhicules, avec l'accord du conducteur ou à défaut une instruction du procureur (**art. 78-2-4 CPP**). Le véhicule ne peut être immobilisé plus de trente minutes dans l'attente des instructions du procureur de la République.